



Lecture syndicaliste révolutionnaire de Daniel Bensaïd

Pierre Bance

Daniel Bensaïd a joué un rôle moteur dans la constitution du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) (1). L'affirmation est communément admise. Mais si l'on prend la peine de le lire, on se rend compte que non seulement il ne prône pas une doctrine d'ouverture mais qu'il se maintient dans un marxisme orthodoxe, que ce qu'il emprunte à l'anarchisme ou au syndicalisme révolutionnaire n'est qu'apparence pour maintenir une ligne léniniste traditionnelle. Ce n'est pas que Bensaïd soit malhonnête, c'est qu'il pense que le marxisme et son instrument, le bolchévisme, ne doivent pas être rénovés en profondeur : le parti, la prise du pouvoir et la constitution de l'État socialiste sont les seules voies pour parvenir au communisme (I). Comme il ne peut aller contre un fort mouvement d'ouverture au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), incarné par Olivier Besancenot, il va s'efforcer d'en montrer les faiblesses tout en paraissant le soutenir (II). Ce travail intellectuel paradoxal de sape semble en passe de réussir ; le NPA, sans cohérence doctrinale, s'est trouvé incapable de changer les habitudes de la LCR, ses mauvaises manières aussi (2).

(1) Daniel Bensaïd, né en 1946 à Toulouse, est mort à Paris début 2010 des suites d'un cancer. Après avoir participé au Mouvement du 22 mars en Mai 1968, il a été l'un des fondateurs et des dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire en 1969. Philosophe et théoricien marxiste, il modernise le discours trotskiste tout en en préservant strictement les principes. Cet ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud exerçait comme professeur à l'Université de Paris VIII. Lors de son décès, son apport intellectuel et sa droiture politique furent unanimement salués.

Quand on a côtoyé des philosophes politiques aussi sophistiqués que Chantal Mouffe, Antonio Negri, Alain Babiou, Jacques Rancière, Slavoj Žižek, John Holloway et d'autres, souvent au bord de l'hermétisme, c'est un plaisir de lire Bensaïd : le mot est juste, la phrase coule, la construction est habile... au point qu'il faut se méfier de ne pas se laisser prendre à l'évidence d'une démonstration par l'élégance l'écriture. Dans ses travaux, on trouve assez souvent de belles phrases dont le sens est assez vague, notamment quand il met au goût du jour une idée ancienne ou s'évertue à faire sienne une idée nouvelle. On verra, note (42), qu'« *une centralisation démocratique de la pluralité expérimentale des résistances* » n'est autre que le centralisme démocratique du parti bolchévique. S'il n'a pas occupé toute sa place dans le concert des « grands », médiatisés ou non, c'est probablement à cause de son engagement politique concret. Les dominants de l'Université, des médias, des pouvoirs n'aiment pas trop les émetteurs d'idées quand ils cherchent à les réaliser. L'ouvrage de Daniel Bensaïd qu'il convient de lire pour avoir une vision d'ensemble de sa pensée politique, dans une présentation et un style accessibles à tous, est *Éloge de la politique profane*, (Paris, Albin Michel, « Bibliothèque Idées », 2008, 362 pages).

(2) Le lecteur a compris que la présente étude n'a pas pour objet d'expliquer l'échec du NPA – car on peut aujourd'hui parler d'échec – par les faits mais par les textes. Que cet échec, dont on aurait d'ailleurs tort de se réjouir, était perceptible dans les écrits doctrinaux de Daniel Bensaïd pour peu

Sommaire

I - Un guide éclairé dans les brumes d'Utopia	2
LES UTOPIES NEO-LIBERTAIRES	3
L'AUTOGESTION COMME UTOPIE	6
RETOUR A LA POLITIQUE	7
LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE, SOLEIL DU PARTI	9
THEOLOGIE DE LA PRISE DU POUVOIR	12
DEMOCRATIE RADICALE OU HEGEMONIE COMMUNISTE ?	14
II – Un passeur louche dans les brumes du NPA	16
L'IMPOSSIBLE DOCTRINE	18
UN PARTI LIBERTAIRE ?	19
L'AUTOGESTION COMME PRETEXTE	22

I - Un guide éclairé dans les brumes d'Utopia

Dans les années précédant la création du NPA, Daniel Bensaïd comprend que les choses ne peuvent plus rester en l'état. On voit ceux qu'il vise, quand il écrit, en 2006 :

« De même qu'il existe un peuple du livre, il y a en effet un communisme du livre pour lequel les divergences tactiques apparaissent comme des questions de vie ou de mort » ; il ajoute, « à tort souvent ; parfois à juste titre » (3).

La réserve du « juste titre » à son importance. À ce moment, la LCR régresse depuis plusieurs années de manière visible jusque dans les manifestations ; ses interventions dans l'agitation altermondialiste comme dans les mouvements sociaux sont regardées avec suspicion, résultat de ses vieilles pratiques. Difficiles à contrer par les moins bien organisés ou les non-organisés, les manipulations d'assemblées, les monopolisations de la parole, les noyautages de regroupements éphémères telles les coordinations ou les prises de contrôle d'organisations installées de longue date dans le paysage révolutionnaire comme l'École émancipée (4), deviennent insupportables pour un grand nombre d'activistes y compris en son sein et finissent

qu'on les ait soumis à la critique anarchiste. Et ce, dès les premières vellétés de transformation de la LCR au début des années 2000.

(3) Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », n° 3629, 2^e édition 2006, 128 pages, citation page 8.

(4) Sur les coordinations au temps de leur expansion, voir Jean-Michel Denis, *Les Coordinations. Recherche désespérées d'une citoyenneté*, préface Cornélius Castoriadis, Paris, Éditions Syllepse, « Le Présent avenir », 1996, 206 pages ; et la bibliographie pages 201 et suivantes. Sur la manière dont est ressenti le jeu politique de la LCR au sein de l'École émancipée, tendance du syndicalisme enseignant, par les syndicalistes révolutionnaires, lire la tribune de Pierre Stambul, « Syndicalisme : tentative de hold-up sur l'École émancipée » in *Alternative libertaire*, n° 116, mars 2003 (www.alternativelibertaire.org/spip.php?article2687).

pas n'être plus tolérées. Daniel Bensaïd sait que « *lorsque la situation est plus ouverte et que des espaces s'offrent à une politique indépendante, il y a plus à perdre qu'à gagner dans l'entrisme* », que le temps est venu d'une « *mise à jour théorique et pratique* » (5). Comment faire la remise en question sans renier l'héritage marxiste et, pour tout dire, en conservant le dogme stratégique fondamental du bolchévisme : créer un parti pour prendre le pouvoir puis faire dépérir l'État, lentement ? Bensaïd repousse en bloc comme des impasses les idées et pratiques postmodernes.

Les utopies néo-libertaires

Daniel Bensaïd pourchassait d'une critique tenace des auteurs comme Toni Negri et Michael Hardt (6), Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (7), Alain Badiou (8) et plus encore John Holloway, iconoclastes marxistes (9) car tous cèdent à « *la tentation de*

(5) Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, précité note (4), pages 95 et 123.

(6) « *Cette confiance inébranlable dans le "toujours plus" [du progrès, de la conscience de la multitude, du parasitisme des gouvernants...] que chaque jour apporte n'est pas sans conséquences pratiques. Elle fonde un jugement positif sur les vertus progressistes de l'Empire face à l'impérialisme archaïque des États-Unis et la possibilité d'alliances tactiques avec ses "aristocraties ou ses élites globalisées". Au nom de cette vision, le traité constitutionnel européen peut devenir acceptable en dépit de ses insuffisances comme un petit pas dans la bonne direction* », Daniel Bensaïd, « Multitude ventriloque », 14 novembre 2004, page 8, texte publié, entre autres, sur le site de la revue *Multitudes* (<http://multitudes.samizdat.net/Multitudes-ventriloques#nh1>). Ici, Bensaïd fait allusion de l'appel de Toni Negri à voter « oui » au référendum sur la Constitution européenne en 2005.

Voir encore de Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), pages 238 et suivantes, 279 et suivantes.

De Michael Hardt et Antonio Negri lire : *Empire* (Exils, 2000), traduit de l'anglais (États-Unis) par Denis-Armand Canal, Paris, 10/18, « Fait et cause », 2004, 571 pages ; *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire* (La Découverte, 2004), traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Guilhot, Paris, 10/18, « Fait et cause », 2006, 407 pages ; un troisième ouvrage, *Commonwealth*, dont on attend la traduction en français, approfondit les deux précédents (Michael Hardt et Antonio Negri, *Commonwealth*, Cambridge (Massachusetts), The Belknap Press of Harvard University Press, 2009, 448 pages) ; voir la présentation de ce livre par Stéphane Haber sur le site de *La Vie des idées* (www.laviedesidee.fr, 31 mars 2010, chercher « haber »).

(7) Daniel Bensaïd dans *Éloge de la politique profane*, précité note (1), pages 334 et suivantes, leur reproche d'abandonner l'idée de classe et celle de parti (Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* [1985], préface à l'édition française d'Étienne Balibar, traduit de l'anglais par Julien Abriel, Besançon, Les Solitaires intempestifs, « Expériences philosophiques », 2009, 338 pages).

(8) « *Le "fétichisme du mouvement" que Badiou dit redouter, n'est-il pas la conséquence du renoncement à donner forme à un projet politique – qu'on l'appelle parti, organisation, front, mouvement, peu importe – sans laquelle la politique si fortement invoquée, ne serait qu'une politique sans politique ?* » (Daniel Bensaïd, « Un communisme hypothétique. À propos de *L'Hypothèse communiste* d'Alain Badiou », *Contretemps*, n° 2, mai 2009, page 113).

D'Alain Badiou : *L'Hypothèse communiste*, sl, Nouvelles éditions Lignes, « Circonstances, 5 », 2009, 208 pages.

(9) Daniel Bensaïd, « Et si on arrêta tout ? "L'illusion sociale" de John Holloway et Richard Day », *La Revue internationale des livres et des idées*, janvier-février 2008, page 27 ; article repris page 281 du recueil de texte *Penser à Gauche, Penser à gauche. Figures de la pensée critique aujourd'hui*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011, 506 pages. Lire aussi de Daniel Bensaïd :

se venger des trahisons de l'histoire par une retraite philosophique, et des déceptions politiques par des consolations esthétiques, éthiques, ontologiques » (10). Pour mieux faire comprendre sa critique des théoriciens radicaux, Bensaïd la transpose sur le terrain et dénonce tout ce que la terre compte de mouvements autonomes, d'utopies « *néo-libertaires* » ou autre « *anarchisme du mode de vie* » (11). Ce ne sont pas les expériences comme telles qui sont condamnables, elles traduisent un souci légitime d'efficacité pratique, mais l'illusion sociales et l'illusion économique qui les imprègnent et qui font croire qu'elles peuvent contrarier le contrôle de la bureaucratie postindustrielle et du biopouvoir. L'extension graduelle et pacifique de cette contestation rhizomatique « *épouse à merveille la logique décentralisée du capitalisme flexible et de l'individualisation du travail* », si bien que, les autonomies politiques ou culturelles, concrétisées parfois sous la forme d'activités agricoles, industrielles ou de services, si elles déroutent ponctuellement le pouvoir dominant, faute d'inscription stratégique de leur action dans la durée et d'organisation vers un objectif commun, sont pour la plupart « *récupérées et digérées par la contre-réforme libérale* » (12).

Daniel Bensaïd pense ces mouvements hostiles à la « politique » parce qu'ils la regardent « *comme le lieu de toutes les compromissions [...] en esquivant la question du pouvoir* » (13). Il pousse sa critique jusqu'aux franges de la radicalité active, celles qui lui sont politiquement les plus proches et peut devenir féroce :

– « La révolution sans prendre le pouvoir ? À propos d'un récent livre de John Holloway », *Contretemps*, n° 6, « *Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes* », février 2003, page 45.

– « John Holloway : révolution sans la révolution », page 117 de *La Planète altermondialiste*, coordonné par Chiara Bonfiglioli et Sébastien Budgen, Textuel, « La Discorde », Paris, 2006, 254 pages.

– *Éloge de la politique profane*, précité note (1) où l'auteur cherche la voie étroite « *entre l'illusion politique qui fait de la démocratie de marché l'horizon indépassable d'une histoire à bout de souffle, et l'illusion sociale qui prétend préserver les mouvements d'émancipation des impuretés du pouvoir [Holloway, les anarchistes, les communistes libertaires...]* » (page 9 et les développements sur le livre d'Holloway, pages 219 est suivantes).

Daniel Bensaïd est le seul intellectuel français à avoir, avec constance, porté le fer contre John Holloway, l'auteur de *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui* (traduit de l'édition espagnole [Mexique] par Sylvie Bosserelle, coédition Syllepse [Paris] et Lux [Montréal], 2007, 320 pages). C'est dire qu'il craignait celui qui habille le marxisme en guenilles avec les habits neufs de l'anarchisme.

(10) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 349. On peut penser que la formule s'adresse aussi à des philosophes comme Jacques Rancière, pour la première partie de la phrase, ou Slavoj Žižek, pour la seconde ; deux auteurs que Bensaïd cite peu.

(11) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), Chapitre V « Les utopies contemporaines », pages 179 et suivantes.

Bensaïd oppose « *anarchisme du mode de vie* » à « *anarchisme social* » (page 183). Dans un autre ouvrage, il oppose « *le côté libéral-libertaire qu'incarne Cohn-Bendit, qui est quand même converti au libéralisme* » et « *l'aspiration sociale-libertaire de 68, où le social et l'individuel n'étaient pas justement séparables* » (Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible. Entretiens avec Fred Hilgemann*, Paris, La Fabrique éditions, 2010, 76 pages, citation page 25). Mais, s'il fait occasionnellement ces distinctions, dans son œuvre, l'anarchisme social est réduit à l'état de sujet mineur de l'histoire.

(12) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 190, également page 227.

(13) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 194.

« Faute d'orientation stratégique ferme, l'oscillation peut être rapide et le chemin court entre une critique superficielle de la politique (et non seulement de l'État) et les délices de la reconnaissance institutionnelle, fût-ce au prix de pathétiques reniements » (14).

Daniel Bensaïd se pose en gardien du temple. Un gardien qui jauge chaque idée nouvelle, peut la faire sienne en partie pour mieux la désarticuler puis la discréditer par le vieux truc de l'amalgame ; certes ce n'est plus l'antienne stalinienne *« les anarchistes sont tous des flics »*, mais *« les idées néo-libertaires s'intègrent avec bonheur au libéralisme »* (15). Parmi d'autres, voici un exemple de son raisonnement :

« Les rhétoriques postmodernes sont à la fois le produit et le ferment de ces variations dans l'air du temps. L'apologie du liquide contre le solide, le goût de la miniature opposé au souci de la totalité, le renoncement aux grands récits au profit de l'anecdotique et du fait divers accompagnent comme leur ombre idéologique les ajustements libéraux, l'individualisation des salaires et des horaires, la flexibilisation de la force de travail et la fluidité spéculative des capitaux. La rétraction de la durée dans l'instant, la fièvre du zapping, l'inconstance kaléidoscopique des appartenances, les bouffées de révoltes sporadiques brouillent toute perspective stratégique. Dans la démocratie de marché, isomorphe à l'économie du même nom, les candidats sont cotés à la bourse des sondages, la communication l'emporte sur la vision, le comment dire sur le comment agir » (16).

Ce n'est pas de mettre en lumière, les « ajustements libéraux » qui est spécieux dans ce message, chacun peut les constater ; une conquête ouvrière est aussi un ajustement libéral ; le droit du travail est une somme d'ajustements libéraux. Ce qui dérange est la soumission à la même critique de tout ce que Bensaïd classe indistinctement sous le terme imprécis de « néo-libertaires » et le sous-entendu d'une alliance objective entre les théories postmodernes et le capital pour nous faire

(14) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 198, note 1.

Daniel Bensaïd donne l'exemple de Fausto Bertinotti, secrétaire général de Rifondazione comunista en Italie qui, après avoir critiqué la conquête du pouvoir et les appareils d'État, a engagé son parti dans la coalition gouvernementale de Romano Prodi en 2006, devenant lui-même président de l'Assemblée nationale. Lire de Bertinotti, « Quinze thèses pour une gauche européenne alternative », *Contretemps*, n° 6, 2003, page 186, lisible sur www.contretemps.eu/sites/default/files/Contretemps%2006.pdf. Notamment thèse 12 : *« Dans la situation actuelle, l'idée selon laquelle, sur la base d'une identité héritée du passé et historiquement fixée à jamais, on puisse chercher à ouvrir une transition à partir d'alliances gouvernementales avec les réformistes a reçu un coup mortel »* (novembre 2002).

Quelques pages plus loin, toujours à propos de Rifondazione comunista, mais aussi du Parti des travailleurs au Brésil et du mouvement altermondialiste, Bensaïd écrit : *« En l'absence de projet stratégique, la rhétorique sociale et l'opportunisme électoral le plus plat s'avèrent ainsi parfaitement compatibles »* (page 231). Voir aussi, page 343 de *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, écrit avec Olivier Besancenot (Paris, Mille et une nuits, 2009, 374 pages).

Quid de la LCR puis du NPA en situation ?

(15) Aurait-il oublié le sinistre « hitléro-trotskyiste » des staliniens ?

(16) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 346.

conclure que, décidément, il n'y a pas d'autres alternatives de lutte que celle du bon vieux bolchévisme révisé par Léon Trotski (17). Certes les mouvements multiculturalistes sont une impasse parce que récupérés par le capital, mais le bolchévisme en est une autre. Et c'est bien là le problème de l'actuelle séquence historique. La voie d'un autre futur entre la défense d'intérêts catégoriels et la tyrannie étatique reste à trouver. De ce point de vue, la lecture critique de Bensaïd nous y aide.

L'autogestion comme utopie

Même à l'égard de l'autogestion qui présente une sérieuse réponse à l'objection d'illusion sociale et économique, Bensaïd reprend cette façon d'argumenter. L'autogestion, dit-il, ne peut se concevoir que « *généralisée dans le cadre d'une centralisation démocratique des rapports de pouvoirs et de ses formes institutionnelles* » (18). Cette vision désespérante de l'autogestion rappelle sa grossière récupération électoraliste par le Parti communiste français à la fin des années 1970 (19). Gêné, Bensaïd appelle à la rescousse le patronage de Lénine :

« *Ce que Lénine combattait à travers l'opposition ouvrière, c'était une conception corporative de la démocratie sociale, qui additionne sans synthèse les intérêts de la localité ou de l'entreprise. Il devient alors inévitable qu'un bonapartisme bureaucratique vienne coiffer un réseau autogestionnaire décentralisé et une démocratie économique en miette sans projet hégémonique pour l'ensemble de la nation* » (20).

(17) Pour éviter de penser ainsi, on imaginera que le texte de Bensaïd n'est qu'un exercice d'écriture, une fantaisie philosophique.

(18) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 204.

(19) Au début des ces années, en 1972, Henri Krasucki, à ce moment, membre du Bureau politique du Parti communiste et secrétaire général de la C.G.T., écrivait : « *Au fond, certains adeptes de l'autogestion se réfugient dans la vision d'une économie d'entreprises petites et moyennes parce qu'ils n'arrivent pas à concevoir les dimensions de l'économie des temps présents. Ils ont les yeux fixés sur ce qui est marginal, et ils réinventent les rêves de socialistes utopistes de la première partie du XIX^e siècle. C'était avant la grande industrie ; en ce temps-là, il était difficile d'imaginer autre chose qu'un système basé sur des sortes de coopératives de production. Mais nous approchons du XXI^e siècle ! On ne fera pas marcher l'économie en arrière* » (*La Vie ouvrière*, 9 février 1972).

Cinq ans plus tard, en novembre 1977, Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, remettait aux syndicats un document dans lequel il était écrit : « *Il s'agit d'avancer sur le chemin d'une gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, les citoyens eux-mêmes, c'est-à-dire de l'autogestion. C'est une autre façon de dire la démocratie* » (*Action, le journal des communistes à l'entreprise*, n° 18, décembre 1977).

(20) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 201. Il ajoute quelques lignes plus loin : « *Nous souhaiterions qu'il en soit autrement. Mais le monde réel n'est pas (encore) ainsi fait* » (page 203). C'est en cela que Bensaïd se refuse à regarder ce que pourrait apporter l'anarchisme social à la doxa marxiste (Voir note 11).

L'approche de l'autogestion est nuancée dans *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), livre de circonstance écrit en préalable à la création du Nouveau parti anticapitaliste (Voir le paragraphe « L'autogestion comme prétexte » dans la deuxième partie de cette étude).

Avancer, sous couvert de Lénine, le « bonapartisme » et « l'économie en miette » comme risques de l'autogestion, montre que, quand ça l'arrange, Daniel Bensaïd oublie l'histoire pour caricaturer la solution fédéraliste, la condamner sans instruction ni jugement au profit d'un pouvoir hégémonique, centralisé, directif.

Malgré ses efforts, Daniel Bensaïd est trop rigide sur la doctrine pour être perméable à la dissidence, en mesure de considérer les prémices d'une modernisation du communisme certes balbutiantes mais aussi réelles que nécessaires ? On songe à la parallaxe de Žižek : Bensaïd tourne autour de l'objet marxiste-léniniste, le décrit sous des angles divers mais l'objet lui-même ne change pas (21). C'est une qualité d'être fidèle à une idée au milieu d'intellectuels déserteurs et renégats, mais elle ne s'en trouve pas pour autant lavée de ses conséquences tragiques. Ce à quoi Bensaïd répond que, justement, ce n'est pas l'idée qui est mauvaise mais la mise en œuvre qui en a été faite, qu'il convient seulement, pour sortir de l'impasse, de corriger les errements passés et d'utiliser à bon escient les instruments pervertis (le parti, l'État et l'exercice du pouvoir) plutôt que de se perdre dans les brumes d'Utopia (22).

Retour à la politique

Dans ce travail de rectification théorique, l'urgence, pour Daniel Bensaïd, est de réintroduire la politique dans notre société (23). Il faut d'abord dénoncer la fuite du « radicalisme chic des rhétoriques de la résistance » :

« Face à un système tout puissant, qui semble capable de digérer toute opposition et d'intégrer toute contestation, il s'agit de faire comme si l'on n'appartenait pas à ce monde, comme si l'on pouvait camper sur un ailleurs, dans une extériorité absolue au cercle vicieux de la domination, quitte à substituer aux protagonistes réels de la lutte historique un théâtre d'ombres où s'affrontent, non plus des classes ou des fractions de classes, des partis, des mouvements sociaux, mais des masses dissidentes informes (plèbes,

(21) Slavoj Žižek, *Parallaxe*, Paris, Éditions Fayard, « Ouvertures », 2008, 500 pages.

(22) « À la différence de l'utopie, une politique stratégique consiste, en effet, à avoir une visée (et non une vision), à regarder au-delà, sans s'y croire déjà » (Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note 1, page 255). La phrase est belle mais a-t-elle un sens ?

Daniel Bensaïd en réfère à Guy Debord et Henri Lefebvre : « Place alors à la gestion et à l'expertise, à la gouvernance dépolitisée. Et à l'utopie qui en est la négation non dialectique, à l'utopie en tant qu'« expérimentation des solutions aux problèmes actuels sans qu'on se préoccupe de savoir si la condition de leur réalisation sont immédiatement données » [Guy Debord], ou comme "sens non pratique du possible" disait aussi Henri Lefebvre » (*Le Spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise. Marx, Marcuse, Debord, Lefebvre, Baudrillard...*, [ouvrage posthume et inachevé], sl, Nouvelles éditions Lignes, « Fin de la philosophie », 2011, 140 pages, citation page 123).

(23) Non la politique qui s'oppose à la police comme l'entend Jacques Rancière, c'est-à-dire le mouvement de ceux qui veulent leur part et bousculent ceux qui ont tout, mais la politique terre à terre comme moyen de prendre et d'exercer le pouvoir ; une morale révolutionnaire guidant le parti communiste.

De Jacques Rancière, lire notamment, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique éditions, 2005, 106 pages). Également, plus facile d'accès, le recueil de ses entretiens, *Et tant pis pour les gens fatigués. Entretiens*, Paris, Éditions d'Amsterdam, 2009, 700 pages.

multitudes, hordes hirsutes) et un État totalitaire conçu à l'image d'un Goulag gigantesque » (24).

Cette approche n'est pas qu'intellectuelle, elle trouve sa concrétisation sur le terrain. Son expression la plus récente est le *Movimiento 15-M* en Espagne commencé au printemps 2011 dont Bensaïd anticipe la critique :

« Il faut dépasser l'opposition simpliste entre des mouvements sociaux neufs et sains, et une politique sale et corrompue, qui aboutit à laisser la politique à ceux qui en font métier » (25).

Cette évasion des intellectuels et des activistes postmodernes du réel de la politique prospère avec le naufrage de la classe ouvrière dans la société de l'abondance. « *L'abondance, c'est le vide, la vacuité fondamentale qui tient lieu d'existence* » mais aussi l'idéologie de la consommation qui « *a dépossédé la classe ouvrière des idées et de ses valeurs* » (26), abandonnant le terrain de la politique « *au profit d'une gestion prosaïque des "nécessités" économiques, de la technique communicationnelles, du moralisme bien-pensant, ou de la froide raison d'État* » (27). Ajoutés à l'abondance, la recomposition sociologique du salariat qui doit s'adapter à la modernisation et à la mondialisation de la production, l'incapacité des organisations ouvrières, des syndicats en particulier, à faire front, et le vide est encore plus vide (28). C'est donc à un travail de remobilisation que doit se consacrer le mouvement révolutionnaire car, plus encore qu'autrefois, « *l'alternative est bien "socialisme ou barbarie"* » (29). Cependant, Daniel Bensaïd ne s'attarde pas à

(24) Daniel Bensaïd, *Le Spectacle stade ultime du fétichisme de la marchandise*, précité note (22), page 22.

(25) Daniel Bensaïd, « La nouvelle gauche anticapitaliste. Prendre parti. Nouveau siècle, nouvelle gauche », *Contretemps*, n° 1, « La nouvelle gauche anticapitaliste », 1^{er} trimestre 2009, page 19. Voir encore, Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 194. Il est trop tôt pour disposer d'analyses pertinentes sur ce mouvement dit aussi des *acampadas*, ou des *indignados* en référence à la brochure *Indignez-vous !* de Stéphane Hessel (Paris, Indigène, « Ceux qui marchent contre le vent », 2010, 32 pages).

(26) Daniel Bensaïd, *Le Spectacle stade ultime du fétichisme de la marchandise*, précité note (22), page 101 et 106 ; dans la première citation Bensaïd se réfère au livre de Georges Pérec, *Les Choses* (Julliard, 1965), et dans la seconde à celui d'Henri Lefebvre, *La Vie quotidienne dans le monde moderne* (Gallimard, 1968).

(27) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 346.

(28) Ainsi pour reprendre l'exemple des *acampadas*, les deux syndicats nationaux espagnols, Commissions ouvrières et Union générale du travail, arc-boutés sur la défense d'intérêts corporatistes, prêts à faire toute concession au patronat et au gouvernement socialiste pour sauver ce qui peut l'être sans combat et préserver ainsi leur pouvoir institutionnel, ont laissé place à la spontanéité d'une jeunesse déboussolée et dépolitisée qui ne s'est pas privée de contester la légitimité de leur représentativité sans, aurait relevé Daniel Bensaïd, quelques relents petit-bourgeois, quelques dérapages réactionnaires et nationalistes, ce, pour un résultat qui risque d'être nul. Sur le rôle des syndicats espagnols dans le mouvement du *15-M*, lire l'approche mesurée de la Confédération générale du travail française dans son organe *La Nouvelle Vie ouvrière* du 17 juin 2011, page 22, au travers d'un article de Dominique Martinez et d'un entretien avec le sociologue canadien Christian Dufour.

élaborer des modèles définitifs, des constitutions achevées ; il campe sur les grandes idées : solidarité et égalité, appropriation collective des grands moyens de production, de finance, de distribution et de communication, partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs, et pour boucler la liste dans l'air du temps : « *logique écosocialiste des biens communs inaliénables* » (30). Il se penche plutôt sur des hypothèses stratégiques (31). Une stratégie politique raisonnée et articulée à la tactique ne peut s'élaborer que par un parti car si vous « *supprimez la médiation des partis, il restera l'opacité sociale ou la "société civile" chers aux libéraux* » (32).

Le centralisme démocratique, soleil du parti

Qu'est-ce qu'un parti ? Il convient d'abord de ne pas s'engluer dans une question de vocabulaire. Chaque fois qu'il le peut Daniel Bensaïd fait la mise au point : peu importe si le parti s'appelle organisation, force, mouvement, front, ligue ou autre chose, seul compte l'intention (33). Cette équivalence n'est pas satisfaisante. D'abord parce qu'il se garde bien dans ses énumérations d'inclure le syndicat qui, au sens du syndicalisme révolutionnaire, vient en concurrence avec le parti, voire s'y substitue. Ce point ne doit pas être perdu de vue durant la lecture ; Bensaïd sait, et cela lui déplaît, que dans son propre parti les idées et principes du syndicalisme révolutionnaire soulèvent de l'intérêt (34). Ensuite parce qu'un parti, dans la pratique et la langue militantes comme dans le concept des sciences politiques et juridiques, a une finalité qui le distingue d'autres groupes de pression. En 1968, un alors célèbre professeur de droit, Maurice Duverger, propose la définition suivante :

(29) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 208.

Sur Socialisme et Barbarie, Philippe Gottraux, *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, « Sciences politiques & sociales », 2002, 427 pages.

(30) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, page 19.

Sur la question de la propriété voir spécialement, Daniel Bensaïd, « Puissance du communisme », *Contretemps*, n°4, « De quoi communisme est-il le nom ? », 4^e trimestre 2009, pages 15 et suivantes.

(31) Chez Daniel Bensaïd, selon Antoine Arthous, « *une hypothèse est un guide pour l'action, construit sur la base des expériences passées et susceptible d'évoluer en fonction de nouvelles expériences* » (Antoine Arthous, « Daniel Bensaïd ou la politique comme art stratégique », *Contretemps*, n° 7, « Capitalisme, la crise acte II », 3^e trimestre 2010, page 87).

(32) Daniel Bensaïd, « Un communisme hypothétique. À propos de l'Hypothèse communiste d'Alain Badiou », *Contretemps*, n° 2, 2^e trimestre 2009, page 111.

Ou encore : « *Une politique sans parti serait à mes yeux une politique sans politique, l'attente sans stratégie d'un événement sans histoire* » (Daniel Bensaïd dans un entretien avec Alain Badiou, « Politique et vérité », in *Politiquement incorrect, entretiens du XXI^e siècle*, Paris, Textuel, 2008, 384 pages, citation page 131 ; entretien paru précédemment dans la revue *Contretemps*, n° 15, février 2006).

(33) Par exemple : Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 190.

« *Mais pourquoi ne pas appeler un chat un chat, et parti ce qui prend parti ?* » (Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, page 19).

(34) Voir la deuxième partie de cet article.

« Les partis ont pour objectif direct de s'emparer du pouvoir ou de participer à son exercice ; ils cherchent à conquérir des sièges aux élections, à avoir des députés et des ministres, à prendre le gouvernement. On peut les considérer à la fois comme des facteurs d'antagonisme, en tant que groupes idéologiques et comme armes de combat en tant que moyens d'expression des antagonismes » (35).

C'est ainsi que Daniel Bensaïd l'entend : un parti, un projet, un contre-pouvoir, une prise du pouvoir. Aussi doit-il plaider la cause du parti déconsidéré car rares sont les philosophes, les théoriciens ou les militants radicaux qui croient que le parti est une solution à la crise révolutionnaire, qu'elle soit crise des idées ou crise des pratiques. Aussi Bensaïd leur demande-t-il : « *Et si le parti n'était pas le problème mais un élément de la solution ?* » (36). Il va donc s'efforcer de distinguer le parti communiste qui ne participe pas de l'aliénation étatique, comme diraient les situationnistes, du parti politique à l'ancienne, s'efforcer de démontrer que, de toute façon, il n'y a pas d'autre proposition efficace (37). Retournant à Lénine et Georges Lukács, et contre Rosa Luxemburg qui parle de « *garanties de papier* », Daniel Bensaïd adhère à cette idée que le parti est « *un facteur décisif dans le développement d'une conscience de classe du prolétariat* » (38). On retrouve, de manière tranchée, la différence avec le syndicalisme révolutionnaire qui donne au syndicat cette mission, le parti étant une organisation interclassiste par nature.

Comment constituer ce parti, comment « *penser l'unité dans la pluralité des mouvements sociaux* » ? L'idée de bloc historique d'Antonio Gramsci est une bonne référence ; l'articulation d'un bloc historique se fait « *autour des rapports de classes, et non [par] la simple addition indifférenciée de mécontentements catégoriels* » (39). Bien plus qu'une alliance, le bloc se mue en parti pour constituer un pôle hégémonique. Cette idée a probablement convaincu Daniel Bensaïd de construire le NPA, mais non sans arrière-pensées : celle d'un ralliement d'« autres » au noyau de

(35) Maurice Duverger, *Sociologie politique*, Paris, Presses universitaires de France, « Thémis », 1968, 506 pages, citation page 259 développée page 355.

(36) Daniel Bensaïd, « Le scandale permanent » in le recueil de textes *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique éditions, 2009, 152 pages, citation page 37.
L'idée ne le quitte pas. Il la reprend dans son ouvrage posthume *Le Spectacle stade ultime du fétichisme de la marchandise*, précité note (22), page 31.

(37) Le parti à construire (le NPA) « *est un parti différent [...], mais un parti quand même, un collectif qui prend parti et s'engage dans le combat social* » (Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note 14, page 348).

(38) Daniel Bensaïd, *Le Spectacle stade ultime du fétichisme de la marchandise*, précité note (22), page 85.

Ainsi, Bensaïd, chaque fois qu'il évoque le parti, reste-t-il dans la logique du premier grand texte du corpus marxiste le *Manifeste du parti communiste* (1848) (Karl Marx, *Œuvres I. Économie I*, préface par François Perroux, édition établie et annotée par Maximilien Rubel, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1963, tirage 2010, 1822 pages, brochure écrite avec Friedrich Engels). Bensaïd peut aussi solliciter Rosa Luxemburg à son profit (Voir, ci-après, note 89).

(39) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 342. Sont ici visées les propositions d'organisation multiculturalistes et plus spécialement la démocratie radicale d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, voir note (7).

la LCR, plutôt que d'une conjonction d'intérêts et d'idées pour l'unité ; celle d'un alignement sur sa conception du parti et de la prise du pouvoir plutôt que celle de l'élaboration d'une nouvelle doctrine. Dans le livre écrit avec Olivier Besancenot, il est fait état des « *forces anticapitalistes venues d'horizons différents rejoindre le nouveau parti* » (40) ; c'est parce qu'il fallait le rejoindre qu'elles ne sont pas venues. Le discours traditionnel de la « tendance » représentée par Daniel Bensaïd, même avec un effort d'actualisation, ne pouvait séduire les militants libertaires pas plus que les nouvelles forces radicales car tout de ce qui fait douter du marxisme-léninisme restait en place (41).

Le parti ainsi constitué fonctionnera selon la procédure bolchévique du centralisme démocratique qu'en langage à la mode Daniel Bensaïd appelle « *une centralisation démocratique de la pluralité expérimentale des résistances* » (42). Pierre Séverac, juriste marxiste, en donne la définition :

« Il repose sur un double principe : 1/ Élection de chaque niveau de l'organisation par le niveau inférieur et libre discussion à tous les niveaux pendant la préparation des congrès, et 2/ stricte obéissance de chaque niveau par le niveau inférieur et application unanime des décisions dans l'action » (43).

Une phase démocratique d'orientation et de désignation des responsables précède une phase d'exécution de type militaire. Pour Daniel Bensaïd, la discipline politique se traduit dans l'unité de l'organisation et il n'y a là rien de militaire, « *loin d'être antinomiques, centralisme et démocratie sont l'envers et l'endroit indissociables d'un même processus de décision* » (44). Ce légitime souci d'efficacité ne cache pas que le centralisme démocratique n'a jamais fonctionné, qu'il a toujours servi à asseoir l'arbitraire des bureaucraties ; le centralisme bureaucratique est l'une des pièces faussées de la mécanique léniniste. Sans revenir sur le gouvernement de l'URSS, pensons au Parti communiste français qui, au nom du centralisme démocratique, tout au long de son existence, pour des raisons de politique étrangère déterminées à Moscou ou des tactiques politiciennes intérieures, a opéré des virages à 180° laissant pantois ses militants. Daniel Bensaïd sait cela mais il n'a rien d'autre à proposer aussi doit-il constamment convaincre de deux choses. La première est que

(40) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note 14, page 131.

(41) Nous reviendrons sur ce point dans la deuxième partie de cet article, sans en aborder tous les aspects.

(42) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (00), page 190.

(43) Pierre Séverac, « Centralisme démocratique » in *Dictionnaire critique du marxisme* sous la direction de Georges Labica, Paris, Presses universitaires de France, « Grands dictionnaires », 1982, 942 pages, citation page 146. Disponible dans la collection « Quadrige » des Presses universitaires de France, 3^e édition, 2001, 1264 pages.

(44) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 2, 2^e trimestre 2009, page 113, critiquant Alain Badiou sur la question de la discipline ; il n'y a pas de discipline sans parti pour Bensaïd. Alain Badiou : « *la discipline politique émancipatrice est la question centrale du communisme qui vient* » (*L'Hypothèse communiste*, précité note 8, page 60) ; « *La discipline est la seule arme de ceux qui n'ont rien* » (« Le courage du présent », point de vue in *Le Monde*, 14 février 2010)

« contrairement à l'image que beaucoup se font d'un parti, celle d'une organisation disciplinaire, d'un mécanisme d'aliénation individuelle et de délégation de pouvoir, un parti, c'est plutôt [...] le moins mauvais moyen de contrôle collectif et de contre-feux aux inégalités devant l'argent, la richesse, les médias, la division du travail » (45). La deuxième, en écho, qu'« il est un peu court, néanmoins d'imputer à la "forme-parti" la responsabilité ou l'exclusivité du péril bureaucratique. La tendance lourde à la bureaucratisation est inhérente à la complexité des sociétés modernes. Produit de la division du travail, elle hante toute forme d'organisation – administration, syndicats, organisations non-gouvernementales » (46). C'est vrai, mais le souhait aujourd'hui est d'en finir avec la bureaucratie par de nouvelles formes d'organisation, non de remettre la table avec le centralisme démocratique.

Le risque de bureaucratisation étant écarté par le centralisme démocratique bien compris, Daniel Bensaïd s'interroge sur le rôle du parti. Il sera celui d'un « *parti-stratège engagé dans l'incertitude de la bataille, plongé dans l'inconstance des rapports de force, tenu de prendre des décisions en forme de pari raisonné, sans garantie scientifique ou historique, ni bien sûr de volonté divine* » (47). Le but ultime du parti communiste, n'est pas limité à la lutte quotidienne, il incarne la forme politique de la « *pleine portée stratégique* » du projet révolutionnaire « *visant à la conquête du pouvoir* » (48).

Théologie de la prise du pouvoir

Mais comme la révolution est en attente d'événement, Daniel Bensaïd ne s'attarde pas sur les moyens qui seraient utiles pour l'entreprendre ou la réussir. Agir ici et maintenant lui paraît plus raisonnable, il faut donc entrer dans la politique qui « *est l'art de la médiation et de la totalité médiée, les partis [faisant] partie de ces médiations nécessaires* » (49). On ne peut donc, dans cette logique, renoncer :

- à l'élaboration d'un programme qui par nature sera plus ou moins réformiste ;
- aux alliances politiques à condition qu'elles soient morales ;

(45) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 355. Il n'est pas certain qu'Olivier Besancenot ait cette conviction. La même idée est exposée par Daniel Bensaïd, seul, in *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 353.

(46) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, page 18. Bensaïd entend répondre au texte de Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques* (1950), Paris, Climats, 2006, 88 pages avec les réactions d'André Breton et d'Alain. Voir aussi, Daniel Bensaïd in *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 354.

(47) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 337. Ici, Bensaïd s'oppose au concept de parti-représentant tel que le conçoivent Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, un parti « *dont la légitimité ne pourrait être établie qu'au jour improbable du jugement dernier* », tranche-t-il (Voir note 7).

(48) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 343.

(49) Daniel Bensaïd, *Le Spectacle stade ultime du fétichisme de la marchandise*, précité note (22), page 45.

– aux élections dans le cadre constitutionnel de la République bourgeoise ;
– à la participation à un gouvernement de rupture ;
tout ceci implique de briser les sortilèges du fétichisme anarchiste de l'abstention, de l'antipartisme, de l'anti-étatisme, du Grand Soir (50).

Le programme est la boussole du parti, ce qui lui évite de naviguer à vue et lui permet de « *discerner les compromis qui rapprochent du but et ceux qui en éloignent* » (51) ; du compromis à la compromission, pour le révolutionnaire, l'écart est mince (52). Le programme se réduit-il à une liste de revendications, un peu plus radicales que celles des partis de gauche institutionnels ? Daniel Bensaïd répond à la manière d'un syndicaliste révolutionnaire : l'antinomie entre réforme et révolution est fautive « *car les réformes en elles-mêmes ne sont ni réformistes ni révolutionnaires. Tout dépend de leur fonction et de leur dynamique* » (53).

L'alliance peut prendre deux aspects. Elle peut être préalable à la constitution du bloc historique, c'est le front unique ouvrier des trotskistes qui doit parvenir à la constitution du parti ou au ralliement au parti communiste. Elle peut être purement tactique avec des forces non acquises au capitalisme ; toute alliance est donc exclue avec le Parti socialiste (54). L'alliance prend le plus souvent la forme d'une alliance électorale, les élections étant utilisées, seul ou avec d'autres, comme moyen de propagande et comme « *élément constitutif des rapports de forces sociaux et politique* » (55). Mais Bensaïd va plus loin, se transformant en instituteur de la Troisième République pour tancer l'anti-électorisme qui fait « *peu de cas des luttes qu'on mènees – et mènent – les opprimés dans maints pays du monde pour imposer ce droit élémentaire* » (56). Et l'on va reparler de la compromission :

(50) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 198. Une stratégie parfaitement conforme à la doctrine trotskiste (Voir Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, précité note 4). Après tant et tant d'élections inutiles on peut sérieusement se demander si le fétichisme n'est pas du côté des électeurs de gauche qui, échec après échec, déception après déception, continuent d'y croire, courent aux unes, et culpabilisent ceux qui blasphèment le dieu républicain en restant chez eux.

(51) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, page 19.

(52) L'affaire de l'acceptation d'une femme voilée sur une liste électorale aux élections régionales de 2010 en est une bétise qui a coûté cher au NPA.
Philippe Pignarre, éditeur des Empêcheurs de penser en rond : « *La question du voile qui secoue le NPA n'est pas seulement un bon exemple mais un obstacle sur lequel le NPA peut se briser. Les anticapitalistes doivent se méfier de deux réflexes propres à la tradition révolutionnaire : « on sait bien ce que veut dire porter un voile », « mais on est prêt à faire preuve de tolérance ». Cela donne concrètement : les femmes voilées pourront adhérer au parti mais pas être candidates aux élections. Ainsi croit-on contrebalancer l'avant-gardisme de la première proposition par une tolérance méprisante alors qu'il s'agit de deux fautes graves. Et, du coup, on ne répond pas vraiment à ceux pour qui le voile est insupportable et qui ne sauraient se contenter de tolérance mais sont en droit d'être exigeants* » (« Le NPA, autopsie d'une déception », tribune in *Libération*, 29 juillet 2010).

(53) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 208.

(54) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 230.

(55) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 2, 2^e trimestre 2009, page 106.

(56) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 2, 2^e trimestre 2009, page 106.

« *Donc, une élection, c'est quelque chose de nécessaire, parce qu'elle peut permettre aux petites organisations de bénéficier de la subvention aux partis politiques. Subvention qui constitue un assainissement discutables certes, mais pour le moment, on n'a pas trouvé de meilleur moyen d'instaurer un contrôle sur le financement des partis politiques* ».

« *C'est un paradoxe pour nous : on est contre ce système, on est contre le principe d'une élection présidentielle et on est quand même obligés d'en jouer le jeu, quitte à le dénoncer parce que c'est un élément constitutif des rapports de force et qu'on pourra ensuite en tirer parti* » (57).

« *Obligés* » par qui ? Par quoi ? Voilà matière à émietter l'énergie de nombre de révolutionnaires. La question du pouvoir et sa corrélation avec l'État risquent de renforcer leur doute sur l'inscription de la logique politique de Daniel Bensaïd dans un processus de transformation radicale vers une société anti-autoritaire.

Démocratie radicale ou hégémonie communiste ?

Daniel Bensaïd, comme la plupart des marxistes, ne s'aventure pas sur les suites de la prise du pouvoir même s'il semble davantage miser sur la voie électorale que sur une révolution. La réalisation de l'événement-révolution implique de disposer d'un parti capable de prendre le pouvoir seul ou avec d'autres (58). Dans le premier cas, à peine évoqué, et pour cause, ce sont les principes issus de la doctrine trotskiste que le parti mettrait en œuvre ; ils sont cantonnés à leur énoncé pour ne pas spéculer sur l'imprévisible, pour ne pas tomber dans l'utopie : pour l'État, un gouvernement centralisé démocratique et populaire, pour l'économie, la socialisation des moyens de production. Dans le deuxième cas, Bensaïd ne se mouille pas puisqu'il faudra composer avec des forces aux exigences encore inconnues. Si par un caprice de l'histoire plus improbable encore que la révolution, un gouvernement d'extrême gauche arrivait au pouvoir, Bensaïd souhaite qu'il prenne la forme d'« *une république sociale* » débarrassée du présidentielisme, « *une commune de communes* » avec une Assemblée populaire « *respectueuse du suffrage universel et du pluralisme* » et un « *Conseil des mouvements sociaux* », tout cela fonctionnant avec quelques outils « *libertaires* » acceptables par lui : proportionnelle intégrale, mandats parlementaires renouvelables une seule fois, non-cumul des mandats, rétribution des élus et délégués au salaire moyen ; tout ce qu'il faut pour permettre à

La remontrance s'adresse à Alain Badiou mais visent tous les abstentionnistes politiques (Alain Badiou, entretien avec Daniel Bensaïd in *Politiquement incorrect*, précité note 32).

(57) Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible*, précité note (11), pages 68 et 69. Cet argumentaire alambiqué a été émis durant la campagne des élections présidentielles de 2007.

(58) « *Les crises ne se décrètent pas, mais elles se préparent. Et on s'y prépare dans l'activité de tous les jours. C'est aussi à cela que sert un parti : à briser le cercle vicieux de la domination* » (Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note 14, page 117).

la centralisation démocratique de pratiquer « *une débureaucratization et une démilitarisation de l'État* » (59).

« La démocratie socialiste centralisée permet de rendre l'économie véritablement politique, d'en "dénaturaliser" les contraintes, d'arbitrer entre des options concurrentes à partir de propositions ou de programmes défendus par une pluralité de partis qui sont autant de médiations nécessaires entre la démocratie locale et la formation d'un intérêt général. Toute velléité de nier ou d'éluider ce niveau de décision travaille inévitablement à l'émiettement corporatif, dont la centralisation bureaucratique s'impose vite comme corollaire inévitable » (60).

« *L'émiettement corporatif* » n'est autre que toutes les alternatives « néolibertaires » y compris les plus élaborées et les plus globales comme le syndicalisme révolutionnaire (61).

Le pendant économique du régime politique proposé par Daniel Bensaïd n'est pas moins vague. La renationalisation des services publics privatisés, la nationalisation des moyens de production sont à la base du programme. On ne voit pas comment dans cet État-Providence, cette vraie social-démocratie, l'État se s'étiolerait pour conduire au communisme. Bensaïd a son plan et il est un peu suspect pour un révolutionnaire anti-autoritaire bien que non dénué de bon sens :

« Il ne s'agit pas d'interpréter le dépérissement de l'État comme l'absorption de toutes ses fonctions dans l'autogestion sociale ou dans la simple "administration des choses". Certaines "fonctions centrales" doivent continuer à exister mais comme fonctions publiques sous contrôle populaire [...]. Il s'agit bien, non plus de proclamer abstraitement l'abolition par décret de l'État, mais de réunir les conditions permettant de se passer de son bric-à-brac bureaucratique » (62).

(59) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), pages 206 et suivantes, page 221.

Voir le commentaire d'Antoine Artous in *Contretemps*, n° 7, 3^e trimestre 2010, page 90.

(60) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 209.

Ce passage est écrit à propos de l'économie participaliste de l'américain du Nord Michael Albert (*Après le capitalisme. Éléments d'économie participaliste*, Marseille, Agone, « Contre-feux », 2003, 190 pages).

(61) Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, précité note (1), page 224.

En caricaturant à peine, si la révolution russe est devenue stalinienne ce n'est pas à cause des bolchéviques mais des anarchistes. En effet, « l'émiettement » provoqué par ceux qui mettaient en avant les soviets et les conseils d'usine a contraint le gouvernement révolutionnaire à renforcer la dictature du prolétariat de manière bureaucratique et autoritaire.

(62) Daniel Bensaïd, « Le scandale permanent » in le recueil de textes *Démocratie, dans quel état ?*, précité note (36), page 39.

Osera-t-on ce rapprochement avec un document de 1977 du Parti communiste adressé aux syndicats à propos de l'autogestion (précité note 19) : « *Il s'agit d'en finir avec toute forme de pouvoir éloignées des citoyens et de ramener les centres de décision au plus près des intéressés. Il s'agit de rejeter les habitudes bureaucratiques et de résoudre tout ce qui peut l'être au plus bas échelon possible, en confiant la décision aux intéressés et en ne laissant à l'État que les problèmes de dimension véritablement nationale* ».

Il croît donc qu'une prise de pouvoir pacifique, constitutionnelle par les anticapitalistes permettra au gouvernement de rupture de mettre en place une société socialiste amorçant le dépérissement de l'État. C'est mal connaître le capitalisme. Comment croire qu'il restera les bras croisés, pendant que nous travaillerons moins pour travailler tous et vivre plus, que nous partagerons les richesses, les pouvoirs et les savoirs comme nous y invite la petite part d'utopie logée dans les tréfonds de l'inconscient de Daniel Bensaïd (63) ?

Il n'ignore rien de cela. Dans les dernières années de sa vie, il doute et peine à faire la jonction entre une indispensable modernisation du communisme bolchévique et les idées nouvelles des mouvements sociaux autonomes qu'il ne partage pas. Il se pourrait que le plus important des intellectuels engagé ait emporté dans sa tombe une théorie et une philosophie politiques de plus en plus tourmentées. Le dernier des bolchéviques ne pouvait que buter sur le syncrétisme révolutionnaire que recherchent ses camarades ; mais il ne l'a jamais dit publiquement, et ne le dira jamais. Mieux, il y contribue mais à sa façon... létale.

II – Un passeur louche dans les brumes du NPA

À le lire, Daniel Bensaïd ne pouvait que douter de l'intérêt d'ouvrir la LCR à d'autres idéologies que le marxisme ; il parut toutefois un promoteur loyal du NPA. Dernière concession à la discipline du centralisme démocratique ? L'échec du nouveau parti sonne pourtant comme la validation posthume de ses réticences stratégiques, de ses préventions idéologiques (64).

Il faut remonter loin pour trouver une pareille tentative d'unir en une même doctrine et une même organisation les traditions marxiste et anarchiste. Mais quelle tentative puisqu'elle est aux origines du mouvement ouvrier. L'Association internationale des travailleurs, fondée en 1864, réunit les courants socialistes, avant de scissionner, en 1872, sur le différend entre « autoritaires » marxistes et « anti-autoritaires » bakouninistes, quelques mois après sa plus belle expression, la Commune de Paris de 1871 (65). En France, l'héritage fut dévolu aux syndicats professionnels qui fondèrent la Confédération générale du travail (CGT) en 1895 ; au sein de celle-ci, dans la première décennie du XX^e siècle, s'élaborera ce qu'on appellera le syndicalisme révolutionnaire qui, pour changer le monde, prône une possible et nécessaire coexistence organisationnelle de tous les travailleurs quelles que soient leurs idées ; dans les années 1920, le Parti communiste prendra le contrôle de la CGT et la verrouillera pour de longues années (66). Par la suite, toutes autres expériences unificatrices furent confidentielles et éphémères. Il faudra attendre le

(63) Daniel Bensaïd, *Contretemps*, n° 1, 1^{er} trimestre 2009, page 19.

(64) Rappel au lecteur : la présente étude n'a pas pour objet d'écrire l'histoire du NPA et d'expliquer son échec par les faits mais par les textes.

(65) Sur la Première internationale et la Commune de Paris, lire, Édouard Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier, tome 1, 1830-1871, Paris, Armand Colin, 1^{ère} édition 1936, dernière édition 1967, 400 pages (en bibliothèque ou sur http://classiques.uqac.ca/classiques/dolleans_edouard/hist_mouv_ouvrier_1/hist_mouv_ouvr_1.html).

(66) Sur le syndicalisme révolutionnaire et la CGT, lire, Édouard Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier, précité note (65), tome 2, 1871-1936.

mouvement altermondialiste pour que l'on reparle de la question (67). Du côté des idées, et plus particulièrement durant la deuxième moitié du XX^e siècle, quantité d'intellectuels marxistes réfléchirent à la manière de réviser quelques aspects du léninisme et du stalinisme, pour concevoir un marxisme acceptable, non autoritaire, non totalitaire, non bureaucratique... La plupart restèrent rivés à la doctrine du trio prophétique Marx, Engels, Lénine. Seuls quelques-uns tentèrent le rapprochement avec l'anarchisme ignoré, dévalorisé, méprisé par la doxa ; citons le groupe Socialisme et Barbarie et sa dénonciation de la bureaucratie ou Daniel Guérin et son marxisme libertaire (68).

Nécessité faisant, les échecs du passé ne découragèrent pas les marxistes de la LCR de tenter d'ouvrir leur organisation à d'autres courants idéologiques. Ses militants et ses intellectuels ont lu Mouffe et Laclau, Rancière, Hard et Negri, Badiou, Holloway ou Žižek, d'autres encore, et ils ont compris que la pensée marxiste, déconsidérée, isolée, « ringardisée », ne pouvait se rénover qu'au contact de la critique anarchiste. On s'en rend compte à la lecture du livre qu'ont écrit conjointement Daniel Bensaïd et Olivier Besancenot pour annoncer la création du NPA, en justifier les principes fondateurs qui se retrouvent dans les statuts du parti (69). Dans la première partie, on a vu que le premier, l'intellectuel, représente la doctrine dure mais néanmoins consciente de l'obligation de réagir sous peine de mort. Le deuxième, l'ouvrier, représente un courant pragmatique nourri de trotskisme mais qui en perçoit les limites et n'est pas insensible aux méthodes syndicalistes révolutionnaires. L'apport libertaire sera aussi le fait d'un groupe minoritaires d'intellectuels qui se reconnaît dans la formule atypique, paradoxale, de social-démocratie libertaire, concept qui prospère au-delà du NPA (70).

Pour mieux comprendre la suite de l'exposé, consulter la Charte d'Amiens, texte fondamental du syndicalisme révolutionnaire de 1906 (http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_Charte_d_amiens).

(67) L'altermondialisme, qui a pu être comparé à la Première internationale, à la différence de celle-ci n'a pas bâti une organisation, n'a pas imaginé une nouvelle idéologie dépassant le « convivialisme », il n'a pas même tenté l'une ou l'autre. L'option altermondialiste est largement partagée, mais chacun voit midi à sa porte.

Philippe Corcuff, Michaël Löwy, « Pour une Première internationale du XXI^e siècle », *Contretemps*, n° 6, « Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes », février 2003, page 8.

(68) Sur Socialisme et Barbarie, Philippe Gottraux, *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, précité note (29).

De Daniel Guérin, lire, *Pour un marxisme libertaire*, Paris, Robert Laffont, « Libertés », 1969, 201 pages.

(69) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14).

Principes fondateurs du Nouveau parti anticapitaliste adoptés par le congrès de Saint-Denis (5 au 8 février 2009) par 540 mandats pour, 1 contre, 49 absentions et 5 refus de vote (www.npa2009.org/content/principes-fondateurs-du-nouveau-parti-anticapitaliste-adopt%C3%A9s-par-le-congr%C3%A8s).

Statuts provisoires du Nouveau parti anticapitaliste adoptés par le congrès de Saint-Denis (5 au 8 février 2009) par 533 mandats pour, 8 contre, 28 absentions et 2 refus de vote (www.npa2009.org/content/statuts-provisoires-du-nouveau-parti-anticapitaliste-adopt%C3%A9s-par-le-congr%C3%A8s-du-npa).

(70) Ce courant est une initiative de Philippe Corcuff qui en est le principale animateur. Lire de cet auteur, *B.a.-ba de la politique pour ceux qui ne sont ni énarques, ni politiciens, ni patrons, ni*

L'impossible doctrine

L'aventure du NPA pourrait commencer par une mise au point. On est bien d'accord qu'« *qu'une tentative de synthèse politique entre la culture marxiste révolutionnaire et la tradition libertaire peut permettre d'avancer* », affirme plus qu'interroge Olivier Besancenot (71). La potion est un peu amère pour Daniel Bensaïd, mais il convient avec le premier que :

« Une organisation (ou un courant politique) ne peut prétendre détenir seule la mémoire des expériences et des épreuves vécues par des millions de femmes et d'hommes, ni faire la synthèse de toutes les expériences passées. Ce qu'il faut, c'est retenir le meilleur de ces expériences pour préparer l'avenir » (72).

Si Daniel Bensaïd a condamné sans ambiguïté l'entrisme dans les organisations voisines ou concurrentes, il n'a pas renoncé à faire de l'entrisme dans les idées (73). Il adhère à la perspective présentée par le courant d'ouverture pour l'orienter. La conciliation entre l'idée marxiste que la révolution est le couronnement de l'évolution historique, du progrès, et l'idée anarchiste qu'elle est l'interruption radicale de la continuité historique de la domination demandait trop pour être acceptée, sur un plan d'égalité, par le vieux trotskiste, et peut-être même par le jeune (74).

journalistes, Paris, Textuel, « Petite encyclopédie critique », 2011, 140 pages, notamment pages 97 et suivantes. Voir également, « Galaxie altermondialiste et émancipation au XXI^e siècle : l'hypothèse d'une social-démocratie libertaire », *Mediapart*, 20 août 2008 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/philippe-corcuff/200808/galaxie-altermondialiste-et-emancipation-au-xxieme-siecle-l-hypoth>).

Font allusion à la tradition libertaire Cécile Duflot et les Verts (*Le Monde*, 13 avril 2010, *L'Humanité*, 14 avril 2010), Patrick Braouezec et les réformateurs communistes (*Le Monde*, 9 juin 2010), Edgar Morin (*Le Monde*, 23 mai 2010) ? La confusion du vocabulaire (communiste pour bolchévique, socialiste pour social-démocrate, libertaire plutôt qu'anarchiste) comme l'imprécision idéologique (l'écologie assimilée à une doctrine politique) que l'on retrouve dans toutes ces initiatives, certes pédagogiques mais peu rigoureuses, ne sont pas de bon augure au-delà du fait que penser en ces termes relève du passé et contient de telles incompatibilités, par exemple, sur la notion d'État ou les pratiques électorales, quelles sont vouées à l'échec.

(71) Olivier Besancenot, « Pour un enrichissement libertaire du communisme », *Contretemps*, n° 4, 4^e trimestre 2009, page 24.

(72) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 334. La dernière phrase de cette citation est de pure essence syndicaliste révolutionnaire.

(73) « *L'entrisme, ou : "Comment en sortir ?"* » (Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, précité note 4, Chapitre VI, page 87).

(74) Sur cette conciliation, lire Michaël Löwy, « Walter Benjamin, marxiste-libertaire », *Contretemps*, n° 6, février 2003, page 116.

Olivier Besancenot n'a pas encore admis (compris) la cohérence globale du syndicalisme révolutionnaire qui semble le mieux correspondre à ses aspirations.

D'un continuel balancement entre la « sobriété » marxiste et l'« ivresse » libertaire, une doctrine cohérente ne finit pas par s'échafauder (75). C'est sans elle, que la nouvelle organisation est créée, que de nouvelles pratiques sont décrétées. Le NPA souffre de cette absence d'harmonie idéologique. Non parce les deux sources se contrarient mais parce que le cœur de la doctrine marxiste-léniniste est préservé et étouffe l'enrichissement libertaire souhaité (76). Le parti, le centralisme démocratique, l'électoratisme, la prise du pouvoir, la République sociale, l'État en instance de dépérissement, tous restent là, socles intangibles, même si leurs fonctions et leurs finalités sont nuancées par quelques outils syndicalistes plus qu'anarchiste (77).

Un parti libertaire ?

Un parti, parce que c'est un cadre permanent, gardien de l'histoire collective, assurant la continuité militante, étant entendu que ce parti doit être différent « *dans sa pratique et son fonctionnement des grandes machines parlementaires que nous connaissons* » (78) ; il doit « *rompre avec la tradition des structures hiérarchisées* » (79), ce qui, on en conviendra, est difficilement compatible avec le centralisme et est au contraire dans la nature du fédéralisme. Or, cette centralisation, inscrite dans les statuts provisoires du NPA, est déclarée nécessaire (80). La reconnaissance du droit de tendance ou de fraction au sein du parti n'est pas une avancée mais l'application

(75) Michaël Löwy à propos de Walter Benjamin qui tente « *d'associer parce qu'elles lui semblent complémentaires et également nécessaires à l'action révolutionnaire : l'« ivresse » libertaire et la « sobriété » marxiste* » (Michaël Löwy, « Walter Benjamin, marxiste-libertaire », *Contretemps*, n° 6, février 2003, page 115).

(76) Olivier Besancenot, « Pour un enrichissement libertaire du communisme », *Contretemps*, n° 4, 4^e trimestre 2009, page 24.

(77) La « *réserve libertaire à l'égard du pouvoir politique* » dont parle le sociologue et militant du NPA, Philippe Corcuff, n'a pas pesée lourd (« Pour une nouvelle dialectique libertaire, entre mouvements d'en haut et d'en bas », *Le Monde*, 7 février 2009).

Quand Henri Weber, député européen socialiste et fondateur, en son temps, de la Ligue communiste, écrit que « *le NPA renoue là avec une vieille tradition de l'anarcho-syndicalisme* », le pense-t-il ? Dans l'affirmative, il a réellement perdu ses repères historiques et idéologiques, mais, plus certainement, à la manière d'un notable social-libéral, veut-il faire peur à ceux qui seraient tentés par l'aventure (« Les trois contradictions de Besancenot », *Le Monde*, 7 février 2009).

(78) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 348.

« *Nous lutterons contre les processus de bureaucratisation qui sont la plaie des mouvements d'émancipation* » (*Point 2 des principes fondateurs du NPA*, précités note 69).

(79) Préambule des statuts provisoires du NPA, précités note (69). Mais, au point 4 des principes fondateurs du NPA, on parle des « *instances dirigeantes* », une survivance révélatrice.

(80) « *Ce qui rend nécessaire une centralisation des activités du parti, c'est que le capitalisme dispose d'un cadre centralisé d'où s'organise sa domination : l'État, les puissances économiques et financières* » (Dernier paragraphe du préambule des statuts provisoires du NPA, précités note 69). Au point 3 de ces statuts, il est précisé qu'un principe d'efficacité oblige à « *centraliser l'activité à l'échelle la plus adéquate* ».

On retrouve ici les développements de Daniel Bensaïd dans la première partie de cet article.

d'un principe trotskiste basique (81). À y regarder de près, la différence avec un parti classique se limite à un point, certes non négligeable, celui du mandat qui devra être précis, révocable, non cumulable, limité dans son renouvellement, soumis à rotation. De cet équipement syndicaliste, Daniel Bensaïd peut convenir car paraissant compatible avec un parti marxiste non bureaucratique. Ce mandat contingenté, imaginé pour une organisation fédéraliste, peut-il fonctionner dans un parti centralisé, mieux, car c'est le but affiché, « moraliser » le centralisme pour qu'il ne vire pas à la bureaucratie ? La réponse n'a pas été dans la pratique convaincante puisque les mauvaises manières bureaucratiques de la LCR ne semblent pas avoir disparues au sein du NPA.

Ce parti qui doit être un modèle de fonctionnement démocratique de la société future (82), a, comme tout parti, pour finalité de prendre le pouvoir, au moins d'y participer dans un gouvernement de rupture censé initier et impulser la transition révolutionnaire (83). Nouveau balancement, non, cette fois, entre marxisme et anarchisme, mais entre démocratie socialiste et révolution. L'ambition communiste est affirmée : « *en finir avec l'exploitation donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication* » qui « *devront passer sous le contrôle des salariés et de la population* » « *pour avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratique de la société* » (84) ; le schéma privilégié pour la réaliser est celui de l'élection, de la participation à un gouvernement de gauche, plus qu'une révolution, non écartée, mais tributaire de la surprise (85). Ni Bensaïd, ni Besancenot ne sont dupes du vice du processus électoral dans une société capitaliste et de citer Émile Pouget pour qui l'élection conduit à « *une souveraineté démocratique intermittente, vouée au simple fait de voter de temps en temps pour élire des représentants qui n'ont de compte à rendre à personne* » (86). Ils n'en tirent pas les mêmes conséquences que le Père Peinard qui appelait à l'abstention comme acte politique. Ils conservent le précepte, partagé par tous les

(81) Point 7 des statuts provisoires du NPA, précités note (69).

(82) L'idée d'organisation modèle figure dans la Charte d'Amiens, précitée note (66), mais au titre du syndicat en lieu et place du parti.

(83) « *Un gouvernement portant un programme de rupture* » (Point 3 des principes fondateurs du NPA, précités note 00).

(84) Point 2 des principes fondateurs du NPA, précités note (69).

(85) Événement hypothétique par nature qui, en l'état actuel des choses, paru plus hypothétique encore aux fondateurs du NPA qui n'adhéraient pas pour autant à la théorie de la fin de l'histoire. C'est pourquoi le point 4 des principes fondateurs, précités note (69), rappelle qu'« *il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme* ». Quel genre de révolution ?

(86) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 204.

Émile Pouget (1860-1931), secrétaire adjoint de la CGT entre 1902 et 1908 et responsable de son organe officiel, *La Voix du Peuple* de 1900 à 1914, fut aussi le rédacteur du journal satirique *Le Père Peinard*. La parution, après 1968, du livre de Christian de Goustine, *Émile Pouget. Les Matins noirs du syndicalisme*, fut une découverte pour beaucoup de lecteurs qui ne connaissaient du personnage que le pamphlétaire, ignorant ou sous-estimant son parcours syndical (Paris, Édition de la Tête de feuille, 1972, 246 pages). Biographie plus récente : Xose Ulla Quiben, *Émile Pouget. La plume rouge et noire du Père Peinard*, Saint-Georges-d'Oléron, Les Éditions libertaires, 2006, 388 pages. Miguel Chueca a rassemblé et présenté des textes d'Émile Pouget in *L'Action directe et autres écrits syndicalisés (1903-1910)*, Marseille, Agone, 2010, 304 pages.

marxistes dont les trotskistes, que l'élection est un moyen de propagande dont il faut user avec discernement :

« Car, ne pas bouder les scrutins pour présenter sa politique et avoir des élus indépendants qui assurent leurs mandats pleinement est une chose. Mais confondre alternative politique et électoralisme en est une autre » (87).

Une des causes de l'échec du NPA viendra de ne pas avoir respecté cette règle (est-elle respectable ?) pour sombrer dans l'électoralisme avec un usage outrancier de l'image et de la personne d'Olivier Besancenot. Le processus électoral perverti le combat révolutionnaire, Pouget avait raison contre eux (88).

En admettant que les élus du NPA soient « différents » des élus « habituels », que sont-ils en mesure de faire dans un système parlementaire démocratique ? On a longtemps eu des députés et même des ministres communistes dont l'intégrité personnelle comme la fidélité à leur parti n'étaient pas mises en doute. Qu'ont-ils empêché ? Qu'ont-ils changé ? À quoi serviraient les députés trotskistes au Parlement européen avant leur élimination lors des élections de 2009 ? Besancenot et Bensaïd ne répondent pas car ils savent la cause pourrie, ils préfèrent envisager des élus « différents » dans un gouvernement « différent ». Conscients des limites de la chose, ils renversent la proposition et partent d'une critique de ceux qui prétendent que, par le fédéralisme et par l'autogestion, on pourrait se passer d'un gouvernement, du moins au sens banal où l'entendent Bensaïd et Besancenot. Aussi, l'argumentaire de ces derniers pour faire admettre la prise du pouvoir devient, parfois, porteur de sa contradiction, comme dans ce passage :

« Vouloir, comme d'aucuns le prétendent "changer le monde sans prendre le pouvoir", cela revient à coup sûr à laisser en l'état le pouvoir en place. Pour changer les choses, il est indispensable de disputer à une minorité d'individus le pouvoir exorbitant et incontrôlé qu'elle exerce sur l'économie et sur la société toute entière. Cela implique la conquête du pouvoir, "mais par en bas, et non par en haut", comme le rappelait la révolutionnaire allemande, Rosa Luxemburg, signifiant par là que c'est la population qui s'empare du pouvoir, et non pas un parti. "Prendre le pouvoir sans se laisser prendre par lui", pourrait

(87) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 344.

« Nous participons aux élections pour défendre nos idées » (Point 4 des principes fondateurs du NPA, précités note 69).

(88) Pierre Bance, « L'abstentionnisme, un acte politique », tribune in *Libération*, 7 février 2007 (www.liberation.fr/tribune/010193211-l-abstentionnisme-un-acte-politique).

Le vote comme tel n'est pas condamnable. Dans un syndicat, il faut voter pour prendre des décisions, un référendum peut, sur certaines questions (la Constitution européenne), justifier un vote. Ce qui est condamnable est le processus électoral dans une société « capitalo-parlementariste » car il a précisément pour objet de faire dévier la démocratie, la déguiser et mettre en porte-à-faux les pétitions contraires à l'ordre établi. Voir la théorie de Jacques Rancière des élections comme obstacle à la démocratie (Jacques Rancière, « Élection et raison démocratique », *Le Monde*, 22 mars 2007, entretien publié page 176 du recueil *Moment politiques. Interventions 1977-2009*, La Fabrique éditions [Paris], Lux [Montréal], 2009, 232 pages).

être la maxime qui rassemble toutes les forces anticapitalistes venues d'horizons et de traditions différents rejoindre le nouveau parti » (89).

Cette embrouillamini doctrinal se retrouve encore, dans l'ouvrage commun, au travers des deux sociétés qui se construiraient et se développeraient conjointement dans un rapport périlleux pour la seconde : la constitution d'une République sociale et le développement de l'autogestion.

L'autogestion comme prétexte

Quel que soit l'événement ayant amené la République sociale au pouvoir, « le premier gouvernement anticapitaliste [sera] respectueux du suffrage universel et du pluralisme politique » (90). Pour garantir un programme de rupture caractérisé par les nationalisations, pour entrer dans une « vraie » phase socialiste au sens marxiste, les moyens à mettre en œuvre sont les suivants :

« La révocabilité des élus politiques, des hauts fonctionnaires, l'interdiction du cumul des mandats, l'impossibilité d'effectuer plus de deux mandats dans sa vie, la fixation d'une rémunération à la hauteur de celle de la majorité de la population, sont autant de pistes, éprouvées au temps de la Commune notamment, qui empêchent la spécialisation et la professionnalisation de la politique » (91).

Sans que les auteurs le disent expressément, on peut penser que, par application du théorème marxiste traditionnel, le gouvernement et l'administration moralisées de la

(89) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 131.

Rosa Luxemburg, par son opposition à l'autoritarisme bolchévique et à la bureaucratie sociale-démocrate est un auteur utile pour faire passer l'idée d'une synthèse entre un marxisme fort et un anarchisme amoindri, cependant l'ambition de Rosa n'est pas de concilier anarchisme et marxisme, mais de réconcilier marxisme et démocratie. Voir le dossier « Rosa Luxemburg » in *Contretemps*, n° 8, 4^e trimestre 2010.

(90) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 221. La révolution bolivarienne et le socialisme du XXI^e siècle du Venezuela sont des exemples volontiers cités par les auteurs alors que les références à Cuba et même à Che Guevara sont mises en veille (Pour approfondir la question vénézuélienne, la bibliographie en français est pauvre ; la publication récente, la plus intéressante, est l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, publié sous la direction d'Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Revet, Paris, Les Éditions de l'atelier, 2009, 238 pages).

(91) Olivier Besancenot, « Pour un enrichissement libertaire du communisme », *Contretemps*, n° 4, 4^e trimestre 2009, page 25. Également, Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 207 ; « Il faut changer de logiciel, construire une nouvelle république sociale, qui en finisse avec le présidentielisme » (page 206).

Comme si le problème de l'exécutif ne tenait qu'au présidentielisme et qu'il suffirait de moraliser les élus et l'administration pour moraliser le pouvoir.

République socialiste feront dépérir l'État dans une « société autogestionnaire, communiste et socialiste », « une commune de communes » (92) :

« Le socialisme autogestionnaire du XXI^e siècle ne saurait résulter de la prise du pouvoir par un parti, mais par et pour les masses laborieuses et opprimées. Il chercherait à instaurer non une étatisation, mais une socialisation des moyens de production car nous ne voulons pas substituer au patron un autre patron qui serait l'État » (93).

Sous couvert de socialisation, l'idéal syndicaliste révolutionnaire est pris en otage :

« Changer ou pas la société, en dernière analyse revient à savoir : "Qui décide ici ?". Le gouvernement, le Parlement issu de la vieille société ? Ou bien le pouvoir populaire de la nouvelle société qui pousse au sein des conseils de quartier et des assemblées d'entreprise ? ».

« Ces assemblées peuvent se coordonner sur la base de fédérations, de branches, de regroupement interprofessionnels, puis en congrès régulier pour les entreprises. Les assemblées communales peuvent se fédérer sur la base d'unions territoriale, régionale, nationale, puis un jour européenne et internationale » (94).

Ce dernier exposé serait de nature à plaire à toutes les personnes convaincues que construire un autre futur implique d'avoir d'autres idées, d'autres manières de s'organiser et d'organiser la société à venir s'il ne faisait aussi comprendre que la façon dont le NPA recherche la conciliation du marxisme et de l'anarchisme n'était pas la bonne car constamment soumises à une concurrence qui génère des blocages idéologiques, l'anarchisme ne pouvant devenir une caution du marxisme.

Entre le système électoral et la démocratie directe, entre la prise du pouvoir et l'autogestion, entre le centralisme et le fédéralisme, entre le socialisme gouvernemental et la rupture avec le capitalisme, entre les nationalisations et l'expropriation ouvrière, entre l'État et la Commune, entre... il fallait choisir et ils ne choisirent pas. En se construisant comme un parti classique plutôt qu'une fédération des diversités, le NPA n'était qu'une LCR *bis*, ce qui fut vérifié ; en maintenant un projet sur la base du socialisme gestionnaire et du dépérissement de l'État, le

(92) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), citations respectivement pages 223 et 206.

« *Nous voulons avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratique de la société* » (Point 2 des principes fondateurs du NPA, précités note 69).

(93) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), page 223, voir également page 216.

L'État avant de disparaître serait réduit à un État minimum cantonné, on l'imagine, aux fonctions régaliennes (Défense, justice, diplomatie).

(94) Olivier Besancenot, Daniel Bensaïd, *Prenons parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, précité note (14), pages 125 et 219.

« *L'objectif de notre parti n'est pas de prendre le pouvoir. Nous combattons dès maintenant et partout pour l'auto-organisation des luttes afin de préparer le renversement de la société capitaliste et l'autogestion par les travailleurs et la population* » (Point 4 des principes fondateurs du NPA, précités note 69). Là encore, la phrase est de pure conscience syndicaliste révolutionnaire, pas du tout trotskiste ou léniniste.

nouveau parti ne promettait rien d'autre qu'une répétition des échecs sociaux-démocrates ou staliniens, ce qui fut une limitation rédhibitoire aux adhésions des plus innovants. C'est pour cela qu'il peut être dit que ces contradictions, ces incertitudes, ces indécisions ne sont pas innocentes, qu'elles résultent de l'entrisme que fit Daniel Bensaïd dans l'idée des rénovateurs, que les concessions faites à l'anarchisme ne l'ont été que pour mieux préserver le bolchévisme.

Tout est à refaire.

Texte libre de droits avec mention de l'auteur : **Pierre Bance**, et de la source : « **Autrefutur.org**, site de Une **Union Technique Syndicale. CNT-RP** (<http://www.autrefutur.org>)